



MACDONALD-LAURIER INSTITUTE

True North In Canadian Public Policy

Commentaire

Mai 2014

Le secteur des ressources naturelles : les opportunités économiques et les défis politiques*

Brian Lee Crowley

Introduction : La plus grande richesse du Canada

Beaucoup de gens vous diront que le Canada est un pays privilégié. Pourquoi? À cause de l'abondance de ses ressources naturelles, notamment l'eau et les terres agricoles, de même que les minéraux, le pétrole et le gaz.

Cependant, même si nos importantes ressources naturelles représentent effectivement un atout pour le Canada et le Québec, la véritable raison pour laquelle nous sommes privilégiés, et qui explique que le monde entier se rue sur nos ressources, ce ne sont pas les ressources elles-mêmes. Ce qui confère à ces richesses naturelles une valeur presque unique dans le monde, c'est qu'elles existent dans un cadre beaucoup plus important constitué de règles, d'institutions et de comportements.

Pensez au fait que les sociétés les plus riches du monde, que ce soit la Suisse, le Japon, Singapour, Taiwan ou encore l'Allemagne, et je pourrais en nommer beaucoup d'autres, n'ont pas de ressources naturelles à proprement parler.

L'auteur a travaillé de façon indépendante et est le seul responsable des opinions présentées dans ce document. Les opinions ne sont pas nécessairement celles de l'Institut Macdonald-Laurier, de ses administrateurs ou des personnes qui le soutiennent.

* Le texte du présent commentaire est tiré d'un discours prononcé par Brian Lee Crowley devant le Cercle de la finance internationale à Montréal, au Québec, le 15 mai 2014.

Par ailleurs, les économistes évoquent souvent la malédiction des ressources, car un grand nombre de sociétés qui en sont richement dotées ont souvent beaucoup de mal à en faire bon usage. Comme de nombreux gagnants à la loterie, elles sont ruinées par leur bonne fortune. Vous n'avez qu'à penser au Nigéria, au Venezuela, à l'Indonésie, à l'Angola, à l'Algérie, à la Russie ou à l'Arabie saoudite; demandez-vous maintenant si vous accepteriez de quitter le Canada pour aller vivre dans l'un de ces pays. À propos, notez bien que cette malédiction n'est pas limitée aux pays en développement. La Louisiane est l'un des États les plus riches en ressources naturelles aux États-Unis; pourtant, parmi tous les États, elle se retrouve constamment au bas des classements fondés sur la plupart des indicateurs du progrès social et économique. À l'inverse, la plupart des États les plus riches de l'Union, comme le Massachusetts, le Connecticut ou la Floride, n'ont pas vraiment de ressources naturelles.

Qu'est-ce qui fait la différence? Ce sont principalement les institutions et les comportements, que j'ai évoqués tantôt. En règle générale, au Canada, malgré quelques exceptions que je mentionnerai, nous disposons de toute une série d'institutions et nous adoptons la panoplie complète de comportements qui, si l'on se fonde sur des faits empiriques et historiques, expliquent son succès économique.

Je vais vous dire ce que cet ensemble recouvre : la règle de droit, des juges indépendants, un système de règlement des litiges raisonnablement rapide et fiable, l'exécution des contrats, l'absence de corruption au sein de la fonction publique et de la police, le respect de la propriété privée, un système d'imposition et un fardeau réglementaire modérés, prévisibles et stables, une monnaie stable qui conserve sa valeur, des finances publiques responsables, la liberté de faire du commerce aussi bien à l'interne qu'à l'international, une éthique du travail bien établie, et enfin, le refus de la violence comme moyen de résoudre des désaccords politiques. C'est notre plus grande richesse.

Maintenant, pensons à cette idée d'une abondance de ressources naturelles entourées des règles, institutions et comportements que je viens de décrire. Les entreprises peuvent investir des milliards de dollars pour dénicher des opportunités, comme les sables bitumineux de l'Alberta ou les gisements miniers du Québec, en étant raisonnablement assurées de connaître les conditions fiscales, réglementaires et contractuelles auxquelles elles seront soumises au cours d'une période suffisamment longue pour récupérer leur investissement et faire du profit. Elles savent qu'elles ne seront pas victimes d'extorsion de la part d'un président mégalomane ou d'une bande de voyous avec la complicité de l'État. Elles savent que leur investissement ne sera pas nationalisé du jour au lendemain, à la faveur d'un changement de régime. Elles savent qu'elles ne sont pas en concurrence avec des sociétés d'État favorisées qui s'empareront d'une partie de leurs avoirs sans offrir de compensation en contrepartie ou obtiendront des marchés à des conditions plus avantageuses que celles imposées aux investisseurs étrangers. Elles savent qu'elles peuvent vendre leurs produits là où elles peuvent en obtenir le meilleur prix et rapatrier leurs profits dans une devise sûre.

Comparez maintenant cette situation avec celle du Venezuela, de la Russie, de l'Iran ou de l'Argentine.

Tout cela peut vous permettre de comprendre pourquoi, alors qu'il en coûte environ 20 \$ pour extraire un baril de pétrole en Arabie saoudite, contre environ 80 \$ dans les sables bitumineux, les compagnies pétrolières du monde entier rivalisent pour avoir l'opportunité d'investir dans nos ressources et de les mettre en valeur. Le contexte institutionnel rend le baril canadien beaucoup plus attirant qu'un baril similaire ailleurs dans le monde.

Le pouvoir du politique

Notez bien qu'il n'est pas nécessaire de comparer le Canada avec la Russie ou l'Iran pour apprécier l'importance d'un cadre politique, fiscal, juridique et réglementaire adéquat. Nous pouvons établir des comparaisons très éloquentes ici même, au Canada.

Lorsque l'industrie pétrolière et gazière n'en était encore qu'à ses balbutiements, dans l'Ouest, elle était centralisée en Saskatchewan et non en Alberta. La ville de Moose Jaw était promise à un destin semblable à celui qu'a connu par la suite Calgary. Mais le gouvernement qui est arrivé au pouvoir en Saskatchewan à ce moment-là a modifié le contexte institutionnel, augmenté le fardeau fiscal et réglementaire et choisi de confier la mise en valeur des ressources à des sociétés publiques. Le résultat a été un exode rapide de l'industrie vers l'Alberta, qui était alors plus accueillante.

Puis, 60 ans plus tard, la situation s'est inversée. Le gouvernement albertain, résolu à accroître sa part de revenus générés par le pétrole et le gaz, a modifié la réglementation ainsi que les règles fiscales. Les investissements ont commencé à tarir et à se diriger vers la Saskatchewan, un territoire qui offre maintenant exactement le type d'environnement politique stable et accueillant que requièrent des investissements massifs de capitaux rentables sur une très longue période. Le premier ministre de l'Alberta de l'époque était considéré affectueusement chez son voisin comme étant le meilleur ministre du développement économique que la Saskatchewan n'ait jamais connu. L'Alberta a dû faire marche arrière, mais la relation avec le gouvernement provincial reste assez froide.

Une situation très comparable s'est produite au Québec avec l'industrie pétrolière et gazière et avec l'industrie minière. Du côté de l'industrie pétrolière et gazière, je pense qu'il est juste d'affirmer que la résistance du gouvernement tout comme celle de l'opinion publique à l'égard de l'exploration et de l'exploitation pétrolières a rendu l'industrie réticente à investir ici. Le temps que le gouvernement de la province se rende compte que sa position sur le plan fiscal, entre autres, rendait la renonciation à l'exploration minière excessivement coûteuse, il ne pouvait désormais plus attirer que des acteurs relativement petits, et de surcroît, uniquement s'il assumait la plus grande partie des risques. Lorsqu'ils étaient dans l'opposition, les libéraux avaient clairement indiqué qu'ils considéraient les risques trop élevés et que le gouvernement ne devait pas s'associer à l'exploration à l'île d'Anticosti. Si, maintenant qu'ils sont au pouvoir, les libéraux annulent les ententes conclues, ils ne feront qu'aggraver l'incertitude des investisseurs. Leur décision affectera les quelques investisseurs qui envisagent encore de placer leur argent au Québec.

Songez aussi au fait que la seule découverte de gaz naturel commercialement viable a été, pour l'essentiel, mise sur la glace. Les libéraux de Jean Charest ont cherché à gagner du temps en refilant la patate chaude au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) et en le soumettant à une évaluation environnementale. Le Parti Québécois a adopté une démarche plus active en déposant un projet législatif imposant une expropriation *de facto* (projet de loi 37). Le projet est mort au feuilleton avec le déclenchement des élections. Cette attitude se situe aux antipodes de ce qu'il faut faire pour attirer des investissements dans les ressources naturelles.

Dans le secteur minier, où le Québec jouit d'une plus grande expérience et a déjà fait ses preuves, l'industrie a si mal reçu les modifications au cadre fiscal que le gouvernement lui a imposées que la province a dégringolé de la première place, qu'elle occupait de 2007 à 2009 dans le classement mondial des meilleurs territoires miniers de l'Institut Fraser, à la 21^e place cette année¹. Cette perte de compétitivité stupéfiante s'explique entièrement par les quatre tentatives visant à réviser la *Loi sur les mines* et par les deux refontes du régime fiscal applicable au secteur minier entre-temps. Cette perte de compétitivité nuit également aux investissements. En octobre dernier, l'Institut de la statistique du Québec a prévu une baisse de 10 % de l'investissement minier au Québec au cours de l'année. Il s'agit du premier recul en dix ans. De nouvelles données montrent même que l'Institut avait été trop optimiste puisque les investissements ont en fait chuté de plus d'un tiers, tandis que les dépenses d'exploration et de mise en valeur ont baissé encore davantage. Bref, voici un exemple classique d'une politique gouvernementale insensée, motivée par un appétit insatiable de revenus et par une mauvaise compréhension des conditions permettant d'encourager le genre d'investissements en capital que j'évoquais.

À une époque où le Québec est exhorté, y compris par le ministre fédéral des Finances, Joe Oliver,² à exploiter ses ressources naturelles et où les Québécois doivent s'interroger sur la voie à emprunter, il pourrait être utile d'ouvrir une parenthèse ici afin de réfuter certaines idées courantes, mais erronées,³ sur les mérites comparés d'une économie axée sur les ressources naturelles et d'une économie orientée vers la fabrication. Une économie de ressources naturelles est un secteur à haute valeur ajoutée. À l'inverse, la fabrication, qui est un secteur aujourd'hui entièrement mondialisé, représente, entre la conception et le produit final, le secteur à la plus faible valeur ajoutée. Dans le secteur des ressources naturelles, nous ne sommes pas en concurrence avec les salaires versés dans les pays en développement, parce que c'est la valeur mondiale des matières premières convoitées qui intéresse l'industrie et non les salaires. En outre, le Canada est non seulement l'un des principaux exportateurs de ressources, mais aussi un grand importateur, comme peuvent en témoigner les gens qui évoluent dans l'industrie de l'aluminium au Québec.

Le secteur des ressources naturelles n'est pas très cyclique. Le secteur de la fabrication l'est beaucoup plus, et l'effet de ses cycles sur l'économie est bien plus important. Les ressources naturelles ne contribuent pas non plus aux disparités régionales au Canada dans la mesure où elles sont largement réparties dans tout le pays. Cependant, ceci ne signifie pas que tous les territoires parviennent à les mettre en valeur avec le même succès. Enfin, contrairement à la thèse du mal hollandais, il n'est pas prouvé que les ressources naturelles influent sur notre taux de change, et le secteur de la fabrication au Canada reconnaît clairement la mise en valeur des ressources naturelles comme son meilleur atout⁴.

Opportunités mondiales

Nous avons beaucoup parlé des institutions et des capitaux dans le contexte des ressources naturelles. Abordons maintenant un peu plus en détail la question des opportunités.

Sur une population mondiale de sept milliards d'habitants, seule la moitié environ habite dans les villes. Cependant, d'ici 2050, selon l'ONU, la population mondiale se sera accrue de 2,3 milliards d'individus, tandis que la population mondiale habitant dans les villes aura augmenté de 2,6 milliards de personnes. Tout accroissement de la population au cours des 40 prochaines années aura lieu dans les villes, et 300 millions de personnes de plus quitteront les zones rurales pour s'installer en ville.

Selon Paul Romer, un des économistes les plus réputés au monde, tout cela signifie qu'il y a une grave pénurie de villes à l'échelle de la planète⁵. Il souligne qu'on se débat pour abolir les barrières au commerce dans le monde afin d'ajouter quelques points de pourcentage à la richesse mondiale. Pourtant, on aiderait beaucoup plus de personnes à se soustraire à la pauvreté uniquement en les déplaçant de la campagne vers les villes. Et c'est donc pour cette raison et nulle autre que la population urbaine s'accroît de façon exponentielle partout dans le monde, et en particulier dans les pays en développement.

De plus, c'est principalement en raison de cette urbanisation galopante que leur croissance est si rapide par rapport à l'Occident. Nous avons déjà vécu cette transition; ces sociétés empruntent maintenant ce chemin.

L'effet de l'urbanisation sur les revenus des travailleurs dans les pays en développement est spectaculaire. Les travailleurs urbains gagnent un tiers de plus que leurs homologues à l'extérieur des villes. Chaque fois que vous ajoutez un million de personnes à la population d'une ville, vous augmentez les salaires de ses habitants de 15 pour cent et renforcez ainsi un cercle vertueux de la croissance économique.

Selon le *National Post*, le gouvernement chinois planifie de construire 36 millions de logements abordables entre 2012 et 2015, ce qui pourrait même être insuffisant⁶. Un si grand nombre de mises en chantier sur trois ans au Canada équivaut à un logement neuf par Canadien.

Comme l'a fait remarquer le *National Post*, « Pour construire toutes ces maisons, il faudra une quantité impressionnante de bois, de béton, de fils de cuivre et d'autres produits »⁷. Or, il ne s'agit là que d'une minuscule possibilité d'affaires pour nos entreprises exportatrices de ressources et pour leurs actionnaires. En effet, à elle seule, la consommation chinoise de pétrole bondira à plus de 12 millions de barils par jour, par rapport à environ 7 millions actuellement.

Mais la Chine ne sera pas le seul pays à convoiter notre pétrole et le reste de nos ressources. La Chine, comme beaucoup d'autres grands consommateurs, sait pertinemment que 80 pour cent de l'approvisionnement mondial en pétrole est contrôlé par des sociétés d'État et provient de pays aux prises avec différentes formes d'instabilité politique et de divers ordres. Parmi les grands pays industrialisés, seul le Canada, oasis de stabilité, prévoit augmenter de façon importante ses exportations de pétrole au cours des décennies à venir. Et le Canada possède des réserves qui sont considérées comme les plus importantes au monde et qui peuvent être exploitées en abondance et extraites dans des conditions extrêmement fiables. Nombreux sont les pays qui seraient prêts à payer une prime pour nos ressources. Et pas seulement pour le pétrole : par exemple, Rio Tinto prévoit que la consommation mondiale de cuivre au cours des 20 à 30 prochaines années, dépassera tout ce qui a été consommé à ce jour⁸.

Mais maintenant, ceux d'entre nous qui devons réfléchir aux intérêts stratégiques du Canada et aux sources possibles de notre prospérité future sommes en plein cauchemar. Nous ne pourrions réaliser aucune des opportunités que j'ai décrites à moins d'augmenter notre capacité à mettre en valeur nos ressources et à les transporter vers les marchés. Comme nous le voyons par exemple dans les débats sur *Keystone* et le *Northern Gateway* et, ici même au Québec, dans les débats sur l'expansion des pipelines et l'exploitation du gaz de schiste, nous devons maintenant tous composer avec une nouvelle réalité. Et cette nouvelle réalité, c'est l'effritement de l'ancien consensus quant au fait que des projets de mise en valeur des ressources naturelles bien gérés sont dans l'intérêt national. Notre façon d'y répondre pourrait bien être cruciale pour notre prospérité future et la puissance de notre pays.

Comment créer un consensus

Au moment même où l'investissement et la mise en valeur des ressources pourraient élever le Canada à des niveaux sans précédent de prospérité, nous découvrons la faiblesse des institutions que nous avons créées pour gérer une telle croissance dans l'intérêt public. Un grand nombre de ces institutions sont de compétence fédérale.

Prenez l'Office national de l'énergie (ONÉ). Ce tribunal administratif se fonde sur le principe que les Canadiens souhaitent mettre en valeur leurs ressources, mais en fonction de normes élevées de sécurité, de protection environnementale et de responsabilité sociale. Ses experts techniques, payés par l'État, soumettent à l'analyse critique les propositions de projets comme ceux de pipelines, de façon à assurer avant leur mise en œuvre qu'ils respectent nos normes. À l'appui de ces analyses, un processus d'audience permet de recueillir une information plus complète et plus abondante sur les projets.

Mais, de plus en plus, une minorité bruyante considère ces tribunaux de réglementation non pas comme un mécanisme visant à faire respecter les règles de mise en valeur de nos ressources, mais comme une plateforme pour décrier tout projet.

Les organismes comme l'ONÉ ne sont pas équipés pour débattre d'arguments politiques et moraux. Les désaccords quant à savoir si les projets répondent à nos normes peuvent généralement être résolus par la science et la raison. Or, les désaccords quant à savoir si un environnement doit rester vierge au prix de la croissance économique et de la création d'emplois – donc les débats sur les valeurs et les convictions –, sont plus justement résolus dans l'arène politique, et en fait c'est seulement là qu'ils peuvent l'être. Il faut faire la distinction entre la question de savoir si les Canadiens souhaitent mettre en valeur leurs ressources naturelles et celle d'établir si les projets spécifiques obéissent aux règles en vigueur.

Les enjeux sont énormes. Sous la dérogation actuelle, des milliers de personnes peuvent s'inscrire pour participer aux audiences de l'Office national de l'énergie, ce qui entraîne de graves retards, retards qui manifestement ne facilitent pas l'objectif du tribunal qui est d'assurer un examen raisonné des mérites d'un projet.

Puisque la production de pétrole et de gaz au Canada est en voie de dépasser la capacité des pipelines d'ici peu années, empêcher de nouvelles constructions aurait pour effet de décourager toute nouvelle production et de laisser filer des milliards de dollars d'investissement et des milliers de nouveaux emplois partout au pays. Fermer les yeux sur un tel détournement du processus réglementaire permettrait à une minorité bruyante de gagner indirectement ce qu'elle ne pourrait tout probablement pas obtenir au moyen d'un débat démocratique légitime : c'est-à-dire de s'arroger le pouvoir de bloquer la mise en valeur des ressources naturelles.

Je crois donc qu'il faut mettre en place une initiative de grande envergure pour recréer un nouveau consensus national, initiative qui engage les Canadiens et leur garantit que les projets seront mis en œuvre de manière transparente et responsable et qu'ils respecteront les normes environnementales et éthiques les plus avancées.

L'époque est révolue où on pouvait imposer des projets pour la seule raison qu'ils étaient trop gros pour échouer ou pour être bloqués. Le temps est maintenant venu de faire un choix : souhaitons-nous continuer à mener un combat d'arrière-garde contre des minorités politisées disposant de puissantes capacités et de toute l'attention du public canadien? Ou, souhaitons-nous, plutôt, que le public canadien se joigne à nous, en ravissant à ces minorités, toujours opposées par principe à tout développement, l'auditoire qui les investit du pouvoir politique au Canada?

L'obligation de consulter et d'accommoder

Les Autochtones représentent un problème connexe, mais bien distinct sur lequel je ne peux que brièvement m'attarder. Des titres ancestraux non éteints, conjugués à des traités actualisés par un pouvoir judiciaire activiste, et de tels droits élevés au statut de droit constitutionnel ont conféré aux Autochtones ce droit mal défini : celui d'être consultés et accommodés et, dans une certaine mesure, de participer aux projets de mise en valeur des ressources naturelles et d'être compensés. L'hésitation même avec laquelle j'ai présenté la question nous aide à deviner le problème posé. Personne ne connaît l'ampleur de ces droits, personne ne sait qui est habilité à les exercer, ou comment nous devons

faire le tri entre les revendications ayant une bonne chance de succès, celles qui sont infondées ou celles qui sont exagérées. Parallèlement, en cherchant à faire valoir leurs droits, les Premières nations et les Inuits ont connu, en fait presque sans interruption, une série impressionnante de victoires judiciaires.

Encore une fois, l'ancien système où gouvernements et industries écrasaient leurs adversaires touche à sa fin, et sans doute à juste titre. Le simple fait qu'il soit dans l'intérêt national de favoriser de tels projets ne signifie pas et ne peut pas signifier que nous devons nous contenter de vœux pieux lorsqu'il est question du nouveau pouvoir des Premières nations et des Inuits. Nous devons trouver de nouveaux accommodements. Et je dois admettre en toute franchise que les accords conclus, avec par exemple les Gwich'in, les Inuvialuits, les Cris du nord du Québec et d'autres nations ... et bien, qu'ils montrent que des accords doivent être établis. En effet, les entreprises appartenant à des Autochtones, grâce à leur accès croissant aux ressources naturelles, compteront presque certainement dans quelques années parmi les très grandes sociétés au Canada.

Si nous souhaitons réduire les coûts exorbitants découlant de plus en plus fréquemment des négociations, de l'incertitude et des retards, nous devons trouver des moyens de susciter l'engagement des Premières nations pour les aider à surmonter leur méfiance et leur crainte d'être exploitées. Je peux vous le confirmer, car j'ai été invité dans les bureaux de l'Assemblée des Premières nations afin d'aider à établir les grandes lignes d'une approche standardisée liée à la mise en valeur des ressources naturelles, une approche qui atténuerait l'incertitude des promoteurs, mais qui serait vraiment avantageuse pour les peuples autochtones du Canada. Le travail qui a résulté de cette réunion monopolise maintenant les efforts de mon institut.

En effet, considérons les problèmes de pénuries de compétences à venir et le fait que les Autochtones forment la population du pays la plus jeune, ou encore que les zones rurales éloignées, où se trouvent habituellement les ressources naturelles, sont précisément celles qui abritent de nombreuses réserves autochtones. Tous ces faits mis ensemble conjugués à la montée d'une nouvelle génération de dirigeants autochtones comme Shawn Atleo, Manny Jules, Clarence Louie et Calvin Helin, qui cherchent à libérer les nombreux Canadiens autochtones piégés dans le cycle de la dépendance, font, qu'au bout du compte, nous avons les atouts en main pour miser sur le boom des ressources naturelles et nous libérer des pathologies qui nous ont tous pris au piège dans les relations entre Autochtones et non-Autochtones. La vieille approche des petits pas ne passe plus la route.

Depuis assez longtemps déjà, Ottawa laisse souvent les promoteurs et les Autochtones s'affronter devant les tribunaux en se croisant les doigts dans l'attente d'un règlement. Tout comme avec le mouvement environnemental, ce n'est plus suffisant devant des enjeux aussi élevés pour le Canada. Contrairement à de nombreux Canadiens qui croient que les relations avec les Premières nations sont un bourbier dans lequel on engloutit des milliards de dollars pratiquement sans résultats, je vois se dessiner une nouvelle ère plus prometteuse. Mais nous ne pouvons pas rester passifs; nous devons saisir ces opportunités et les développer.

Conclusion

Nous avons ici au Canada ce qui fait l'envie du reste du monde et ce dont le monde a besoin. Et nous avons beaucoup plus que des ressources. Nous avons une société et des institutions qui en assurent le développement stable, sûr et fiable, ainsi que des personnes dont l'énergie et l'intelligence leur permettent d'exceller dans la transformation de produits de la nature en biens propres à enrichir la vie de gens partout sur la planète. Certaines de ces institutions et plusieurs de ces comportements sont menacés, cependant, par l'incertitude politique, et ceci menace notre capacité à exploiter avec succès notre deuxième ressource en importance.

Le Canada, et c'est aussi vrai du Québec, est et peut continuer d'être le pays à qui la chance sourit. Mais comme un sage a dit un jour, on fait sa propre chance. C'est donc à nous de lui donner un coup de pouce!

Endnotes

- 1 Accessible à <http://www.fraserinstitute.org/uploadedFiles/fraser-ca/Content/research-news/research/publications/mining-survey-2013.pdf>.
- 2 Joël-Denis Bellavance, « Québec doit exploiter pleinement ses ressources naturelles », *La Presse*, 25 avril 2014.
- 3 Philip Cross, « Six Myths Surrounding the Development of Canada's Natural Resources », Institut Macdonald-Laurier, 2013.
- 4 Philip Cross, « Dutch Disease, Canadian Cure: How manufacturers adapted to the high dollar », Institut Macdonald-Laurier, 2013.
- 5 Brian Lee Crowley, « Canada, The City », *Ottawa Citizen*, 5 mai 2012.
- 6 MJ Deen et Nicholas Ward, « China Pivots Its Growth Strategy to Focus on Domestic Consumption », *National Post*, 20 février 2012.
- 7 *Ibidem*.
- 8 Accessible à http://www.investmenttools.com/futures/metals/welcome_to_the_page_about_copper_futures.htm.



L'auteur

BRIAN LEE CROWLEY

Brian Lee Crowley dirige l'Institut Macdonald-Laurier à Ottawa (IML) depuis sa création, en mars 2010, et se distingue depuis longtemps dans le milieu des groupes de réflexion. Il a fondé l'Atlantic Institute for Market Studies (AIMS) de Halifax, l'un des principaux groupes de réflexion régionaux du pays. Il est un ancien Salvatori Fellow de la Heritage Foundation de Washington, DC, et est Senior Fellow du Galen Institute à Washington. En outre, il conseille plusieurs groupes de réflexion au Canada, en France, et au Nigeria.

Monsieur Crowley est l'auteur de nombreux livres. Récemment, il a fait paraître *Northern Light: Lessons for America from Canada's Fiscal Fix*, dont il est coauteur avec Robert P. Murphy et Niels Veldhuis, et deux ouvrages qui sont devenus des succès de librairie : *Fearful Symmetry: the fall and rise of Canada's founding values* (2009) et le premier livre publié par l'IML – *The Canadian Century: Moving Out of America's Shadow* –, dont il est coauteur avec Jason Clemens et Niels Veldhuis. Pour ses travaux de recherche dans le domaine de la santé, Monsieur Crowley a remporté deux fois le Prix Sir Antony Fisher, qui souligne l'excellence d'une publication d'un groupe de réflexion. Il a reçu ce prix pour la troisième fois en 2011 pour le premier livre de l'IML, *The Canadian Century*.

De 2006 à 2008, Monsieur Crowley a été titulaire du poste d'économiste invité Clifford Clark au ministère des Finances fédéral. Il a également dirigé le Conseil économique des provinces de l'Atlantique (CÉPA) et a enseigné la politique, l'économie et la philosophie dans diverses universités au Canada et en Europe.

Monsieur Crowley commente fréquemment les questions politiques et économiques dans tous les médias. Il est diplômé de l'Université McGill et détenteur d'un doctorat en économie politique de la London School of Economics.



MACDONALD-LAURIER INSTITUTE

True North in Canadian Public Policy

Critically Acclaimed, Award-Winning Institute

The Macdonald-Laurier Institute fills a gap in Canada's democratic infrastructure by focusing our work on the full range of issues that fall under Ottawa's jurisdiction.

- The Macdonald-Laurier Institute fills a gap in Canada's democratic infrastructure by focusing our work on the full range of issues that fall under Ottawa's jurisdiction.
- One of the top three new think tanks in the world according to the University of Pennsylvania.
- Cited by five present and former Canadian Prime Ministers, as well as by David Cameron, the British Prime Minister.
- First book, *The Canadian Century: Moving out of America's Shadow*, won the Sir Antony Fisher International Memorial Award in 2011.
- *Hill Times* says Brian Lee Crowley is one of the 100 most influential people in Ottawa.
- The *Wall Street Journal*, the *Economist*, the *Globe and Mail*, the *National Post* and many other leading national and international publications have quoted the Institute's work.



"The study by Brian Lee Crowley and Ken Coates is a 'home run'. The analysis by Douglas Bland will make many uncomfortable but it is a wake up call that must be read."
 FORMER CANADIAN PRIME MINISTER PAUL MARTIN ON MLI'S PROJECT ON ABORIGINAL PEOPLE AND THE NATURAL RESOURCE ECONOMY.

Ideas Change the World

Independent and non-partisan, the Macdonald-Laurier Institute is increasingly recognized as the thought leader on national issues in Canada, prodding governments, opinion leaders and the general public to accept nothing but the very best public policy solutions for the challenges Canada faces.



About the Macdonald-Laurier Institute

What Do We Do?

When you change how people think, you change what they want and how they act. That is why thought leadership is essential in every field. At MLI, we strip away the complexity that makes policy issues unintelligible and present them in a way that leads to action, to better quality policy decisions, to more effective government, and to a more focused pursuit of the national interest of all Canadians. MLI is the only non-partisan, independent national public policy think tank based in Ottawa that focuses on the full range of issues that fall under the jurisdiction of the federal government.

What Is in a Name?

The Macdonald-Laurier Institute exists not merely to burnish the splendid legacy of two towering figures in Canadian history – Sir John A. Macdonald and Sir Wilfrid Laurier – but to renew that legacy. A Tory and a Grit, an English speaker and a French speaker – these two men represent the very best of Canada’s fine political tradition. As prime minister, each championed the values that led to Canada assuming her place as one of the world’s leading democracies.

We will continue to vigorously uphold these values, the cornerstones of our nation.



Working for a Better Canada

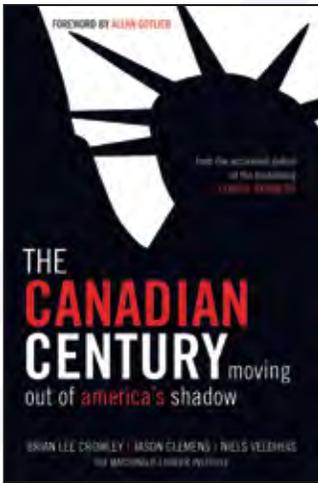
Good policy doesn’t just happen; it requires good ideas, hard work, and being in the right place at the right time. In other words, it requires MLI. We pride ourselves on independence, and accept no funding from the government for our research. If you value our work and if you believe in the possibility of a better Canada, consider making a tax-deductible donation. The Macdonald-Laurier Institute is a registered charity.

Our Issues

The Institute undertakes an impressive programme of thought leadership on public policy. Some of the issues we have tackled recently include:

- Aboriginal people and the management of our natural resources;
- Getting the most out of our petroleum resources;
- Ensuring students have the skills employers need;
- Controlling government debt at all levels;
- The vulnerability of Canada’s critical infrastructure;
- Ottawa’s regulation of foreign investment; and
- How to fix Canadian health care.

Macdonald-Laurier Institute Publications



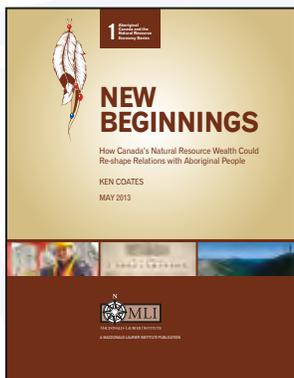
Winner of the Sir Antony Fisher International Memorial Award BEST THINK TANK BOOK IN 2011, as awarded by the Atlas Economic Research Foundation.

The Canadian Century
By Brian Lee Crowley,
Jason Clemens, and Niels Veldhuis

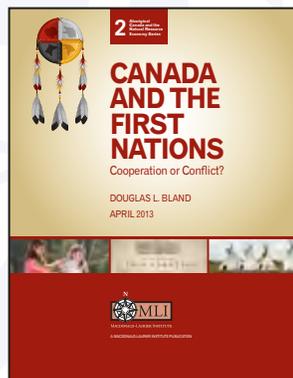
Do you want to be first to hear about new policy initiatives? Get the inside scoop on upcoming events?

Visit our website
www.MacdonaldLaurier.ca and
sign up for our newsletter.

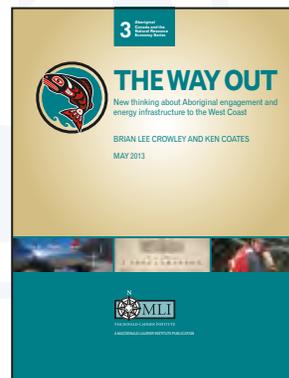
RESEARCH PAPERS



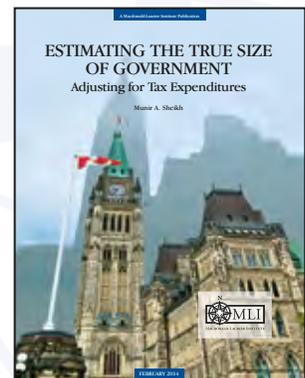
New Beginnings
Ken Coates and
Brian Lee Crowley



Canada and the First Nations
Douglas L. Bland



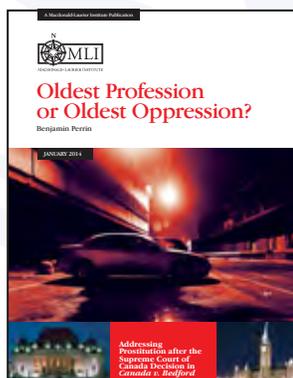
The Way Out
Brian Lee Crowley
and Ken Coates



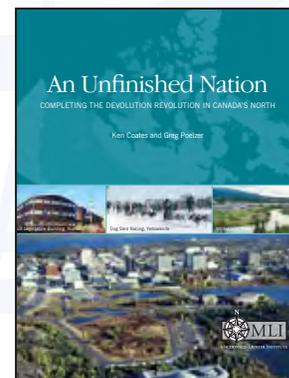
Estimating the True Size of Government
Munir A. Sheikh



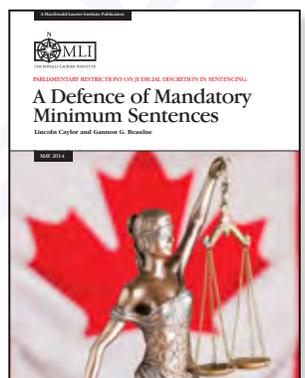
A European Flavour For Medicare
Mattias Lundback



Oldest Profession or Oldest Oppression
Benjamin Perrin



An Unfinished Nation
Ken Coates and
Greg Poelzer



A Defence of Mandatory Minimum Sentences
Lincoln Caylor and
Gannon G. Beaulne



MACDONALD-LAURIER INSTITUTE

True North in Canadian Public Policy

CONTACT US: Macdonald-Laurier Institute
8 York Street, Suite 200
Ottawa, Ontario, Canada K1N 5S6

TELEPHONE: (613) 482-8327

WEBSITE: www.MacdonaldLaurier.ca

**CONNECT
WITH US:**



Scan this QR code to
get your copy of our
iphone app or to visit
our mobile website



@MLInstitute



[www.facebook.com/
MacdonaldLaurierInstitute](http://www.facebook.com/MacdonaldLaurierInstitute)



[www.youtube.com/
MLInstitute](http://www.youtube.com/MLInstitute)

What people are saying about the Macdonald- Laurier Institute

I commend Brian Crowley and the team at MLI for your laudable work as one of the leading policy think tanks in our nation's capital. The Institute has distinguished itself as a thoughtful, empirically-based and non-partisan contributor to our national public discourse.

PRIME MINISTER STEPHEN HARPER

As the author Brian Lee Crowley has set out, there is a strong argument that the 21st Century could well be the Canadian Century.

BRITISH PRIME MINISTER DAVID CAMERON

In the global think tank world, MLI has emerged quite suddenly as the "disruptive" innovator, achieving a well-deserved profile in mere months that most of the established players in the field can only envy. In a medium where timely, relevant, and provocative commentary defines value, MLI has already set the bar for think tanks in Canada.

PETER NICHOLSON, FORMER SENIOR POLICY
ADVISOR TO PRIME MINISTER PAUL MARTIN

I saw your paper on Senate reform [Beyond Scandal and Patronage] and liked it very much. It was a remarkable and coherent insight – so lacking in this partisan and anger-driven, data-free, ahistorical debate – and very welcome.

SENATOR HUGH SEGAL, NOVEMBER 25, 2013

Very much enjoyed your presentation this morning. It was first-rate and an excellent way of presenting the options which Canada faces during this period of "choice"... Best regards and keep up the good work.

PRESTON MANNING, PRESIDENT AND CEO,
MANNING CENTRE FOR BUILDING DEMOCRACY